IRAK

Deux morts et 31 blessés dans 5 attentats à Bagdad

Au moins deux Irakiens ont été tués et 31 autres blessés hier dans cinq attentats à Bagdad, au lendemain d'un attentat suicide qui a fait au moins 35 morts à l'entrée du plus important mausolée chiite de la capitale, a indiqué à l'AFP une source au ministère irakien de l'Intérieur.

Deux Irakiens ont été tués et six ont été blessés par l'explosion d'une bombe artisanale qui visait une patrouille de police dans le centre de Bagdad, a affirmé cette source, sans préciser si les victimes étaient des policiers.

Trois autres bombes artisanales ont fait vingt blessés dans le centre de Bagdad, notamment dans le quartier commerçant de Karrada et sur la rue Palestine.

Par ailleurs, cinq Irakiens ont été blessés dans un attentat à la voiture piégée dans le sud-ouest de la capitale.

Ces attentats interviennent au lendemain d'un attentat suicide, le plus meurtrier en Irak depuis près d'un mois, avec la mort d'au moins 35 pèlerins chiites, dont de nombreux Iraniens, devant l'entrée du mausolée de l'imam Moussa Kazim, dans le quartier de Kazamiyah.

Parallèlement, à Mossoul, le «dernier bastion urbain d'Al-Qaïda» selon l'armée américaine, dans le nord de l'Irak, cinq Irakiens ont été blessés par l'explosion d'une voiture piégée qui visait une patrouille de police.

Les Etats-Unis ouvrent une nouvelle et gigantesque ambassade à Bagdad

Les Etats-Unis ont inauguré hier leur nouvelle ambassade à Bagdad, un gigantesque complexe au cœur de la «zone verte», le secteur ultra-protégé de la capitale, et qui a coûté plus de 700 millions de dollars.

«C'est le début d'une nouvelle ère pour l'Irak et le début d'une nouvelle ère dans les relations entre les Etats-Unis et l'Irak», a déclaré l'ambassadeur des Etats-Unis à Bagdad, Ryan Crocker, dans un discours en présence du président irakien Jalal Talabani et du numéro 2 du Département d'Etat, John Negroponte. Les diplomates américains avaient déjà déménagé dans leurs nouveaux locaux depuis plusieurs semaines. Mais le drapeau américain n'a été hissé qu'hier, quatre jours après que les Américains eurent rendu aux Irakiens le Palais républicain, l'ancienne résidence du dictateur irakien qu'ils occupaient depuis l'invasion du pays en 2003.

L'ambassade se trouve, à l'instar de l'ancienne, dans la «zone verte», le secteur ultra-fortifié du centre de Bagdad où sont regroupés les administrations irakiennes et les représentations occidentales. Selon le quotidien américain *Washington Post*, le Département d'Etat avait déboursé 736 millions de dollars pour la construction de cette nouvelle ambassade : un complexe immense de 21 bâtiments, ce qui en fait la plus imposante représentation diplomatique américaine dans le monde. Et le coût de son utilisation est si élevé que le Département d'Etat va devoir en louer une partie, a indiqué à l'AFP un responsable du Département d'Etat. L'ancienne ambassade, à quelques centaines de mètres de là, devrait devenir la résidence du président Jalal Talabani. Construit au début des années 1950 par le dernier roi d'Irak Fayçal II, le Palais républicain a été agrandi dans les années 1990 par Saddam Hussein qui en a fait sa résidence officielle.

Il était le palais présidentiel de l'ancien dictateur irakien jusqu'à sa chute en mars 2003 dans la foulée de l'invasion américaine.

Islamabad réclame le rapatriement d'une scientifique détenue aux USA

Le Pakistan a de nouveau réclamé hier le rapatriement pour raisons humanitaires d'une de ses scientifiques détenue aux Etats-Unis pour tentative présumée de meurtre sur des soldats américains.

Cette demande a été faite par le Premier ministre Yousuf Raza Gilani au secrétaire d'Etat américain adjoint pour l'Asie du Sud, Richard Boucher, lors d'un entretien hier à Islamabad, ont annoncé les services de M. Gilani. Ce dernier a demandé à son interlocuteur américain le «rapatriement immédiat» d'Aafia Siddiqui, une neurologue pakistanaise formée aux Etat-Unis et transférée l'été dernier d'Afghanistan à New York et internée dans un hôpital psychiatrique publique au Texas. Selon les services de M. Gilani, M. Boucher lui a répondu qu'il évoquerait ce cas auprès des «autorités américaines compétentes». Aafia Siddiqui, 36 ans, avait disparu en 2003 alors qu'elle se trouvait dans le port de Karachi (sud du Pakistan). Elle figurait sur une liste de personnes soupçonnées par les Etats-Unis d'être liées au réseau islamiste Al Qaïda.

La justice américaine affirme qu'elle a été arrêtée en juillet 2008 par la police afghane et que peu après, au cours de sa détention, elle a réussi à s'emparer d'un fusil et tiré sur des agents du FBI et sur des soldats américains. Elle a reçu une balle à l'estomac lors de cet incident. Son avocate, Elizabeth Fink, a clamé son innocence, ajoutant que sa cliente avait été victime pendant cinq ans d'une détention clandestine abusive par les forces afghanes ou américaines, une expérience qui aurait provoqué chez elle une maladie mentale.

L'accusation a, de son côté, estimé qu'il n'y avait aucune preuve que Mme Siddiqui, diplômée du prestigieux institut technologique du Massachusetts (MIT), ait été détenue en secret en Afghanistan ou ailleurs. Un tribunal américain de New York est maintenant chargé de déterminer si Mme Siddiqui, qui risque 20 ans de prison, est mentalement apte à être jugée. La prochaine audience est prévue le 23 février.

ATTAQUES DE BOMBAY

Le Pakistan punira des coupables sur preuves «crédibles»

Le Premier ministre pakistanais Yousuf Raza Gilani a assuré hier que les éventuels auteurs pakistanais des attentats de Bombay seraient punis si des preuves «crédibles» sont produites contre eux.

M. Gilani s'exprimait au cours de la visite à Islamabad du secrétaire d'Etat américain adjoint pour l'Asie du Sud, Richard Boucher, venu tenter d'apaiser les tensions entre le Pakistan et l'Inde à la suite des attentats de Bombay du 26 au 29 novembre (172 morts, dont 9 assaillants).

M. Gilani a parlé des «efforts persistants du Pakistan pour désamorcer les tensions actuelles avec l'Inde et (de) l'engagement de son gouvernement pour prendre des mesures contre n'importe quel citoyen pakistanais si des preuves crédibles sont fournies», selon un communiqué de ses services.

Hier matin, le ministre indien des Affaires étrangères, Pranab Mukherjee, avait annoncé que New Delhi avait officiellement soumis à Islamabad des preuves montrant que le commando islamiste de Bombay était lié à des «éléments au Pakistan».

La diplomatie pakistanaise a répondu «avoir bien reçu ce dossier» et qu'elle l'«examinait».

New Delhi, Washington et Londres imputent les attentats de Bombay au Lashkar-e-Taïba (LeT), un groupe islamiste armé clandestin pakistanais. Ce mouvement, qui a démenti toute implication, aurait entraîné le commando de 10 assaillants, tous Pakistanais selon New Delhi, avec le soutien d'«éléments» du régime pakistanais, c'est-à-dire, affirment des responsables officiels indiens, des services de renseignement d'Islamabad. L'Américain Boucher s'est également entretenu avec le président Asif Ali Zardari et le ministre des Affaires étrangères Shah Mehmood Qureshi.

Photos : DR

Plusieurs responsables américains, dont la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice et son adjoint John Negroponte, se sont rendus récemment en Inde et au Pakistan pour essayer de calmer les deux alliés des Etats-Unis.

M. Boucher et les dirigeants pakistanais ont également évoqué la coopération du Pakistan à la «guerre contre le terrorisme» que mènent les Etats-Unis dans les zones pakistanaises frontalières de l'Afghanistan, considérées comme un repaire des talibans et de combattants proches d'Al-Qaïda.

Washington accuse régulièrement son allié pakistanais de ne pas en faire assez contre ces islamistes armés.

Selon des médias indiens, M. Boucher devrait passer par l'Inde lors de ce voyage, mais cette visite n'a pas été confirmée par les autorités américaines.

ONU

Ban Ki-moon salue un «succès démocratique» au Ghana

Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a félicité le Ghana pour le déroulement de son élection présidentielle qu'il a qualifiée de «succès démocratique», évoquant «un exemple admirable».

M. Ban «félicite chaleureusement le peuple et le gouvernement du Ghana pour les élections législatives et présidentielle organisées de façon pacifique et disciplinée», a indiqué son bureau dans un communiqué dimanche soir.

Le secrétaire général de l'ONU «salue le dévouement et le professionnalisme de la Commission électorale du Ghana, qui a géré le processus avec talent», et «loue les partis politiques et leurs dirigeants pour leur conduite».

«Les Ghanéens peuvent et devraient être fiers de ce succès démocratique. Par leur engagement constant en faveur du processus démocratique, le Ghana et ses dirigeants sont un exemple admirable», a-t-il ajouté.

L'opposant John Atta-Mills, 64 ans, a été proclamé vainqueur de la présidentielle au Ghana samedi et a tendu la main à son adversaire, le candidat du pouvoir Nana Akufo-Addo, qui a reconnu sa défaite et appelé à l'unité de la nation.

Il succède à John Kufuor, 70 ans, l'un des présidents les plus respectés d'Afrique qui a tiré sa révérence au terme de deux mandats de quatre ans, comme le prévoit la Constitution.